

LA PRESSE EN REVUE...



LUNDI 4 MAI 2015

SOMMAIRE

- 1) Bravo...
- 2) L'obscurantisme...
- 3) Un parti fasciste
- 4) Le père lui fait la nique !!
- 5) Elle évoque les défis posés
- 6) Bruxelles fait mieux
- 7) Mauvaise posture pour 2017...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) "Toute personne raciste, fasciste ou violente sera attaquée par les Femen", déclare Inna Shevchenko



Inna Shevchenko, la leader des Femen © Reuters / Charles Platiau

Trois Femen grimées d'inscriptions "Heil Le Pen" sur la poitrine ont interrompu et déstabilisé le discours du 1er mai de Marine Le Pen du balcon d'un hôtel voisin. Inna Shevchenko, l'une des principales activistes du mouvement Femen, témoigne.

Ce 1er mai, le Front national avait réuni ses troupes à Paris pour le traditionnel défilé en l'honneur de Jeanne d'Arc. Mais le rassemblement a été perturbé par les Femen. Marine Le Pen, la présidente du FN, a été interrompu à deux reprises par trois Femen. Ces manifestantes ont fini par être brutalement évacuées par le service d'ordre du FN.

"Les 3 Femen ont été emmenées de manière assez violente et l'une d'entre elles a été frappée par un membre de la sécurité du FN avant que tout le monde ne soit emmené au commissariat. Les filles ont quelques bleus, mais nous savons qui nous avons en face et nous savons qu'ils peuvent devenir assez violents," explique Inna Shevchenko, principale activiste du mouvement Femen.

Contre le fascisme

Réussir à perturber une réunion de l'extrême droite est une grande fierté pour les Femen. "Nous sommes encore plus satisfaits du résultat de cette action. Aujourd'hui, nous avons choisi de copier le style nazi et ainsi de transformer le drapeau du Front national en drapeau fasciste. L'objectif était de copier le style de Marine Le Pen et même d'aller encore plus loin, d'être plus direct, de montrer qui est Marine Le Pen, son vrai visage. Nous pensons que le FN et que tous les responsables politiques qui suivent ses idées sont des fascistes."

"Toute personne, homme ou femme, qui véhicule des idées misogynes, racistes, fascistes ou violentes sera attaquée par les Femen. »

Des actions planifiées

Cette action était planifiée depuis quelques temps et elle n'était pas la seule. Une demi-heure avant 3 Femen avaient perturbé le dépôt de gerbe de Marine Le Pen au pied de la statue de Jeanne d'Arc. "Les Femen sont toujours là où on les attend mais aussi là où on ne les attend pas. On trouve toujours le moyen d'être là au bon moment

et au bon endroit. Quand on prépare une action ce n'est pas quelque chose que l'on annonce en avance," explique Inna Shevchenko, principale activiste du mouvement Femen.



II) Front national: qui se cache derrière son service d'ordre?

Rédaction Le HuffPost | Par Romain Herreros



Qui se cache derrière le service d'ordre du FN ? | FN

"Honneur et Fidélité". Telle est la devise du "Département protection sécurité" (DPS), le service d'ordre du Front national. Ce vendredi 1er mai, ses membres se sont illustrés par l'expulsion musclée des militantes Femen venues perturber le discours de Marine Le Pen. En outre, ce sont également ces derniers qui ont protégé les journalistes de Canal+, alors agressés par des militants.

Menacé de dissolution en 1998 à cause de nombreuses échauffourées impliquant ses membres, l'organe sécurité du parti d'extrême droite est aujourd'hui en quête de "professionnalisation", comme l'explique son directeur national, Marc Lauté, dans une publication interne. Si, à l'image de l'ensemble du Front national, le "DPS" cherche à polir son image, c'est parce ce groupe fondé par Jean-Marie Le Pen en 1985 s'est retrouvé par le passé au centre de nombreux scandales.

"Petite légion" et croix gammée



Entre 1985 et 1998, 68 incidents, dont des faits de "violences", ont été imputés au DPS. Le 30 mai 1997 par exemple, le public a pu voir le service d'ordre laissant Jean-Marie Le Pen s'en prendre physiquement à la candidate socialiste Annette Peulvast-Bergea en marge d'une visite à Mantes-la-Jolie. Une altercation qui avait valu au fondateur du FN une peine d'inéligibilité pour "violences en réunion" et "injures publiques" à l'époque.

En 1999, une commission d'enquête de l'Assemblée nationale portant sur "les agissements, l'organisation, le fonctionnement et les objectifs" du DPS revient sur l'histoire du service d'ordre. Dans ce rapport d'enquête, on apprend par exemple qu'un "responsable départemental DPS" a été exclu en 1989 "pour avoir accroché un drapeau à croix gammée à la fenêtre de la permanence du Front National de Chalon-sur-Saône".

L'enquête se penche également sur la personnalité "atypique" de l'ancien directeur national du service, Bernard Courcelle, connu pour ses activités de mercenariat, notamment dans le conflit Tchétchène. Si les parlementaires menaient des investigations sur le DPS, c'est parce qu'à l'époque le groupe était clairement menacé de dissolution.

La dédramatisation en marche

Aujourd'hui, il est question pour l'organisation de tirer un trait sur ce passé sulfureux. Une sorte de dédramatisation à l'échelle de la sécurité en somme. "Klovis", alias Damien Lemaire pour son état-civil et coordinateur de la Zone 1 en Île-de-France, ne dit pas autre chose: "aujourd'hui, le DPS doit changer de visage pour être en

adéquation avec la politique de notre Présidente", explique-t-il dans le numéro 3 de la revue "Bouclier" dédiée aux membres du service de sécurité.

Ce faisant, ce dernier milite pour l'émergence d'un "beau DPS", expurgé des violences qui ont contribué à bâtir la réputation du groupe. Et "Klovis" de citer Sun Tzu pour étayer son propos: "l'art de la guerre c'est de soumettre l'ennemi sans combat".

Pour illustrer ce message, ce cadre du DPS loue "l'abnégation" et "l'impassibilité" des membres du groupe face aux provocations exprimées par des opposants au FN dans des manifestations frontistes. Reste que cette "abnégation" et cette "impassibilité" ne se sont visiblement pas exprimées lors de l'évacuation musclée des Femmes sur le balcon de l'une des chambres de l'InterContinental Paris - Le Grand.



Et pour cause, trois membres du service d'ordre ont été interpellés après cette arrestation virile. Une résurgence des fantômes du passé que n'a pas manqué de relever la classe politique, à l'image d'Eric Woerth, qui a pointé les méthodes de cette "police" du FN.



Eric Woerth @ericwoerth
Images du 1er mai : la violence de la "police" du #FN est choquante même si les méthodes des #Femmes sont contestables . 1:47 PM - 1 Mai 2015

Selon France 2, il y aurait eu confusion quand un employé de l'hôtel aurait pris le service d'ordre pour des policiers en civil et les aurait donc accompagnés à la chambre des Femmes. Notons que par le passé, des membres du DPS avaient été condamnés pour "arrestation illégale" et "usurpation de fonction de policier judiciaire".

III) Le Front national et sa mutation difficile vers un « parti de pouvoir »

Maintien du superbe isolement ou recherche de l'alliance et du compromis ? Tel est le dilemme du FN à l'horizon de la présidentielle de 2017.

Par Pascal Perrineau.
Un article du site Trop Libre



Marine Le Pen – Front national – Meeting 1er mai 2012 – Blandine La Cain via Flickr (CC BY 2.0)

Avec plus de cinq millions d'électeurs (25,2% des suffrages exprimés) s'étant retrouvés derrière des binômes du Front national au premier tour des élections départementales et encore plus de quatre millions (22,2% des suffrages exprimés) lors d'un second tour où il n'était plus présent que dans 58% des cantons restant à pourvoir, le parti de Marine Le Pen a fait la preuve de sa capacité à compter parmi les trois grandes familles politiques qui se partagent aujourd'hui plus des neuf dixièmes de l'électorat français.

La droite associée au centre a rassemblé 36,6% des électeurs, la gauche de gouvernement a attiré 30,6% et le Front national en compagnie de quelques rares binômes d'extrême droite a atteint 25,3%. La formation frontiste a ainsi confirmé son résultat des élections européennes de mai 2014 et la tripartition de l'espace politique que l'on avait alors pu constater.

L'évolution concomitante des cotes d'opinion et les sondages d'intentions de vote dans la perspective de la prochaine élection présidentielle de 2017, montrent que le Front national et sa présidente sont entrés dans la cour des grands partis. Dans le dernier baromètre SOFRES-Figaro Magazine de mars 2015, 25% des personnes interrogées souhaitent que Marine Le Pen « joue un rôle important au cours des mois et des années

à venir ». 21% des mêmes personnes déclarent « avoir une bonne opinion » de son parti, confirmant en cela un niveau d'opinions favorables constamment au-dessus de la barre des 20% depuis juin 2012 alors que jamais auparavant (sauf une fois en mai 1995) ce seuil n'avait été franchi. Enfin, dans un dernier sondage d'intentions de vote pour la prochaine présidentielle (IFOP pour Marianne, enquête effectuée du 21 au 23 janvier 2015), Marine Le Pen était créditée de 29% à 31% à 6 ou 7 points devant ses challengers (Nicolas Sarkozy, Alain Juppé, Manuel Valls ou François Hollande).

En revanche, dans la perspective d'un second tour, elle ne capitalisait « que » 39% à 45% d'intentions de vote (39% contre Manuel Valls, 40% contre Nicolas Sarkozy et 45% contre François Hollande) et semblait devoir être écartée de l'accès à l'Élysée.

Bien sûr, ces intentions de vote ne sont, à plus de deux ans des échéances, que de simples conjectures destinées à être reconfigurées même si celles-ci donnent une idée des rapports de force dans l'opinion. Elles laissent présager une puissance électorale de premier tour rencontrant des difficultés à transformer l'essai quand l'élection devient directement pourvoyeuse de pouvoir. Tel est un second tour d'élection présidentielle. Tel a été, sur un mode mineur, le second tour des élections départementales. Or, ce second tour a montré qu'après l'impressionnante percée du premier tour, le Front national semblait rencontrer un véritable « plafond de verre » qui l'empêchait d'avoir de nombreux élus capables d'exercer le pouvoir dans les assemblées et les exécutifs départementaux.

En effet, en dépit d'une présence massive au second tour (1107 binômes présents) le Front national n'a réussi à obtenir des élus que dans 31 cantons (4 au premier tour et 27 au second). 31 cantons sur un ensemble de 2054 soit 1,5% : le ratio est faible et témoigne de la difficulté profonde du Front national à convaincre une majorité, relative dans le cas des triangulaires et absolue dans le cas des duels, d'électeurs.

On s'aperçoit, à la lecture du sondage IFOP Fiducial qui a été réalisé le jour même du second tour que le Front national est arrivé, en moyenne nationale, en troisième position (28%) dans les triangulaires derrière la droite (37%) et la gauche (35%) et qu'il a échoué dans ses duels, l'échec étant important (41%) lorsqu'il affrontait la droite et moins net lorsqu'il était confronté à la gauche. Pourquoi cette difficulté à instaurer une vocation

majoritaire alors que, depuis quatre ans, le Front national, sous la houlette de Marine Le Pen, a forcé le pas de sa stratégie de « respectabilisation » ?

Les Français et la perspective d'alliances entre le FN et l'UMP

Q. : Etes-vous favorable à un accord entre l'UMP et le FN au niveau local pour diriger des départements ou des régions ?

	Ens. Ech.	Symp. PS	Symp. Modem	Symp. UDI	Symp. UMP	Symp. FN
Opposé	68	94	79	76	63	24
Favorable	32	6	21	24	37	76

Q. : Etes-vous favorable à un accord entre l'UMP et le FN au niveau national pour gouverner le pays ?

	Ens. Ech.	Symp. PS	Symp. Modem	Symp. UDI	Symp. UMP	Symp. FN
Opposé	72	95	87	83	70	28
Favorable	28	5	13	17	30	72

Source : Sondage Ipsos Sopra Steria pour Francetelevisions, Radio France, LCP Public Sénat, enquête réalisée du 26 au 28 mars auprès d'un échantillon de 1539 personnes constituant un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Dans sa volonté de passage de la protestation au pouvoir, le parti frontiste rencontre les obstacles d'un programme qui reste un programme de rupture radicale (« la révolution bleue Marine »), d'une stratégie d'isolement (« seul contre tous ») et d'un personnel partisan peu frotté à la culture de gestion et parfois porté à la culture de provocation comme aime à le prouver le président d'honneur du Front national. Ces divers éléments peuvent amener des réticences, en particulier lorsque les électeurs savent qu'au bout de leur bulletin de vote il y a une équipe de dirigeants à mettre en place.

Il est frappant de voir qu'à la veille du vote de second tour, plus de deux tiers des personnes interrogées par IPSOS déclaraient que ce ne serait pas une bonne chose que le Front national remporte les élections et dirige leur département pendant les prochaines années. Presque trois quarts des électeurs proches de l'UMP partagent ce diagnostic montrant ainsi que si « porosité » il y a entre UMP et FN elle ne va pas jusqu'à partager une même culture de pouvoir.

Cette distance entre le principal parti d'opposition et le Front national est d'ailleurs très lisible dans les distances idéologiques et politiques qui séparent les électeurs de ces deux formations. Sur le plan des grandes options économiques et sociales, sur l'ouverture au monde, sur l'Europe, sur la confiance en l'autre, les différences qui séparent les deux univers sont importantes et même très importantes et donnent la mesure du travail qui reste à faire pour ceux qui seraient tentés par un rapprochement, au Front national comme dans certaines marges de l'UMP. Les seuls terrains sur lesquels les proximités sont fortes sont celui de l'immigration et celui d'un certain conservatisme au plan des mœurs. Le viatique commun est faible au regard des options économiques et même des conceptions du monde et de la société qui les séparent.

On comprend, dans ces conditions que les électeurs de l'UMP, et bien sûr ceux de l'UDI, soient massivement hostiles non seulement à tout accord local entre l'UMP et le FN pour diriger les départements ou les régions mais aussi à tout accord national pour gouverner le pays. Le Front national s'engage ainsi dans le chemin aride et solitaire que connaît toute force politique puissante mais isolée et enclavée.

Jadis, le Parti communiste avait connu cette situation des années 1946-47 au début des années 1960 avant de s'inclure dans une alliance qui alimenta sa marginalisation. Le Front national n'a pas envie de connaître un même destin. Maintien du superbe isolement ou recherche de l'alliance et du compromis ? Tel est le dilemme du Front national à l'horizon de l'élection présidentielle de 2017.

contrepoints.org



LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Marine Le Pen : «Jean-Marie Le Pen ne doit plus pouvoir s'exprimer au nom du Front national»



Jean-Marie Le Pen a fait la surprise de monter à la tribune juste avant que sa fille démarre son discours, le 1er mai à Paris. (Photo Kenzo Tribouillard. AFP)

«J'ai le sentiment qu'il ne supporte pas que le Front National continue à exister alors qu'il n'en a plus la direction», a estimé la présidente du FN ce dimanche.

«Jean-Marie Le Pen ne doit plus pouvoir s'exprimer au nom du Front national, ses propos sont contraires à la ligne fixée, a affirmé Marine Le Pen dimanche lors du Grand Rendez-vous Europe 1-Le Monde-i-Télé. Il ne faut pas que ses propos engagent le mouvement». Le président d'honneur du parti, qu'il a cofondé, a multiplié les provocations début avril : réaffirmation de sa position sur les chambres à gaz «détail» de l'Histoire, défense du maréchal Pétain, du «monde blanc» et critique en règle de la démocratie comme système politique. En outre, le 1er mai, il est monté à la tribune pour saluer la foule avant le discours de sa fille alors qu'il n'y était pas invité.

«Les derniers actes qui ont été les siens sont inadmissibles, a tranché la présidente du FN. Je pense qu'il outrepassé complètement les prérogatives que lui donne son statut personnel. J'ai le sentiment qu'il ne supporte pas que le Front National continue à exister alors qu'il n'en a plus la direction». Et d'ajouter : «Je le regrette, évidemment je le regrette».

Ces déclarations sévères interviennent à la

veille de la convocation de Jean-Marie Le Pen devant le bureau exécutif du Front national, la plus haute instance du parti réunie en instance disciplinaire pour étudier d'éventuelles sanctions contre lui.

«Ce que je souhaite, moi, c'est que la volonté des adhérents du Front national soit respectée, a poursuivi Marine Le Pen. Les adhérents du Front National m'ont élue avec 100% des suffrages sur une ligne politique extrêmement claire qui a toujours été la mienne, c'est celle-là qu'ils veulent voir appliquer. Ils ne peuvent pas imaginer que ceci soit perturbé volontairement par des actes qui finissent de manière récurrente par devenir quasiment des actes de malveillance».

Concernant sa montée inopinée à la tribune le 1er mai, «je pense que c'était un acte malveillant de sa part, je pense que c'était un acte méprisant à mon égard, a-t-elle déploré. J'avoue que ceci me plonge dans un abîme de perplexité». Alors que cela n'était pas prévu au programme, Jean-Marie Le Pen était monté à la tribune pour saluer longuement la foule des militants, à quelques mètres devant le pupitre où sa fille s'appropriait à commencer son discours. Quelque peu interdite, elle était restée silencieuse jusqu'à ce que son père redescende de la tribune.

liberation.fr-AFP

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Ruth Elkrief : "Nous sommes conscients des dangers liés à l'info en continu"



Par Sophie Delassein

Alors que sa chaîne, BFMTV, est sur la sellette après l'affaire de l'Hyper Cacher, Ruth Elkrief évoque les défis posés par l'information instantanée et sa conception de la déontologie.



Ruth Elkrief © Jean-Yves Lacôte pour TéléObs

TéléObs. – On ne sait pas grand-chose de vous.

Ruth Elkrief. – C'est voulu. A mes débuts, je racontais volontiers ma vie et puis, petit à petit, je me suis rendu compte que cette surexposition n'était pas nécessaire, qu'elle engageait mes proches et me rendait vulnérable. Quand on s'expose, il ne faut pas s'étonner de prendre des coups.

"19h dimanche" : l'une des pires périodes de ma vie. C'est toujours au moment où l'on se laisse griser que l'on trébuche."

Vous étiez toute jeune quand, en novembre 1992, François Mitterrand vous a fait du charme en direct à la télévision.

R.E.– La précédente interview du président avait été menée par Olivier Mazerolle, Jean-Pierre Elkabbach, Anne Sinclair et Christine Ockrent. L'opposition l'avait vivement critiquée (Sinclair et Ockrent étant femmes de ministre). Jacques Pilhan, son communicant, choisit alors deux journalistes hors système, chefs des services politiques de France 2 et de TF1 : Arlette Chabot et moi-même. Pendant l'entretien, je ne me rends pas compte du manège de Mitterrand et, lorsque

l'interview s'achève, je me dis juste que tout s'est bien passé. Je suis loin de me douter que tout le monde va gloser sur le fait qu'il m'aurait fait du charme. Après le direct, comme à chaque fois, Mitterrand est entouré de sa cour, moi, je ne reste pas : enceinte d'un mois et demi, trop fatiguée, je file à l'anglaise, il fait nuit, je suis seule, prise de nausées et je tombe en panne de voiture devant le Grand Palais. A l'époque, il n'y avait pas de portable. Et là, je me dis : « C'est le retour au réel, c'est bien, cela te rappelle qu'il ne faut pas te prendre au sérieux. » Par la suite, j'ai compris que les attentions de François Mitterrand, malade, avaient d'abord pour but de prouver aux téléspectateurs sa vigueur. Je ne l'ai jamais revu après l'interview.

Quelques années après, en 1999, vous animez « 19h Dimanche » sur TF1. Vous êtes présentée comme la nouvelle Anne Sinclair. Un autre temps fort de votre carrière.

R.E.– Ce fut pourtant une des pires périodes de ma vie. C'est toujours au moment où l'on se laisse griser que l'on trébuche. Cette année-là a été très violente. J'ai endossé le rôle de la journaliste inquisitrice, dure, rigoureuse. Redresseuse de torts. Je n'avais pas compris que la télévision était un « partage » et, surtout, sur TF1, à 19 heures, qu'il fallait être dans l'empathie, la rondeur, pour s'adresser au plus grand nombre. Plus les audiences baissaient, plus je me raidissais. J'ai échoué. Cette expérience a été capitale pour moi, elle a été très instructive. Elle explique qu'aujourd'hui je ne m'empêche jamais de poser la question difficile, mais je fais attention à ne jamais être dans l'agressivité. Je cherche à mettre le téléspectateur de mon côté, je dois le représenter en quelque sorte.

L'information sur la chambre froide (de l'Hyper cacher), c'était une erreur que nous reconnaissons."

BFMTV, dont vous êtes l'un des piliers, est dans la tourmente, attaquée en justice pour avoir révélé en direct la présence d'otages cachés dans la chambre froide de l'Hyper Cacher.

R.E.– La situation a été inédite pour tous, les politiques, les policiers, les Français en général et donc aussi pour nous journalistes car nous avons vécu la tragédie en temps réel, mais globalement nous l'avons plutôt bien gérée.

A l'exception de ces quelques secondes où cette information sur la chambre froide a été donnée. C'était une erreur que nous reconnaissons. Par ailleurs, nous ne sommes pas tombés dans des dizaines d'autres pièges. Le CSA, qui a mené l'enquête sur le sujet, a d'ailleurs mis en demeure toutes les chaînes et pas seulement BFMTV. Mais tout le monde nous est tombé dessus. Pour nous, c'est un choc, la prise de conscience que notre succès fait de nous une cible. Comme dans mes années TF1.

Est-ce que les chaînes d'info en continu ne vont pas trop vite, quitte à donner des informations imprécises, voire erronées ?

R.E.—Depuis que nous sommes leaders, à BFMTV, nous nous sentons d'autant plus responsables. Nous devons donner le ton. Prenons l'affaire Julie Gayet : quand « Closer » est sorti, nous n'en avons quasiment pas parlé, considérant qu'il s'agissait de vie privée. Quand, un peu plus tard, la séparation avec Valérie Trierweiler a été officialisée par l'Élysée, l'affaire prenait une tournure politique, nous l'avons traitée. Nous sommes conscients des dangers liés à notre modèle. Nous sommes de plus en plus vigilants.

“Je ne regrette pas d'avoir condamné les propos de Roland Dumas. Je suis respectueuse des valeurs de la République et des obligations liées à la carte de presse.”

Vous avez été vous-même attaquée sur les réseaux sociaux pour avoir dit que la réflexion de Roland Dumas à propos d'une « influence juive » de Manuel Valls était « inadmissible ». Le regrettez-vous ?

R.E.— Je ne regrette pas d'avoir condamné ces propos. Je suis une journaliste française, respectueuse des valeurs de la République et des obligations liées à la carte de presse. Je respecte chaque sensibilité, convaincue que nous pouvons tous vivre ensemble, que le modèle français est exceptionnel. Comme journaliste citoyenne, j'ai ma part de responsabilité dans la préservation de ce modèle. En même temps, j'ai aussi un devoir de ne pas être soumise au politiquement correct. Quand Roland Dumas prononce cette phrase sur notre antenne, nous sommes dans une période extrêmement tendue qui a commencé le 7 janvier et se prolonge avec l'attentat de Copenhague et la profanation du cimetière du Bas-Rhin. Ce lundi matin-là, je suis atterrée par ces propos. Je reçois le soir même Bernard-Henri Lévy sur l'Ukraine, il critique Bourdin : « Votre journaliste n'a pas

condamné les propos de Dumas. » Je réponds : « Ce soir, toute la rédaction les condamne. »

Christian Leclerc, maire de Champlan, dans l'Essonne, qui refusait visiblement d'enterrer un bébé rom sur sa commune, a fait la une de BFMTV pendant plusieurs jours. Jusqu'à l'attentat à « Charlie Hebdo ». Depuis, nous n'avons plus entendu parler de lui. Ce n'était donc pas si important...

R.E.— Souvent, nous racontons le début d'une histoire, mais pas la fin. On peut regretter de ne pas faire le suivi. Mais le système médiatique est ainsi fait, je ne pense pas qu'il changera.

“ Ne soyons pas hypocrites. Exemple : entre les deux tours des départementales survient le crash de l'A320. Sur BFMTV, nous ne parlons que de cet événement. J'assume. Cette histoire est fascinante, énorme, en la traitant en priorité nous répondons à une demande.”

Cela donne le sentiment que vous montez en

R.E.— On parle d'exception culturelle, on peut parler d'exception sur le produit « information » : il doit être préparé et présenté avec des principes, une rigueur, une déontologie. Mais il reste, en effet, un produit. Ne soyons pas hypocrites. Exemple : entre les deux tours des départementales survient le crash de l'A320. Sur BFMTV, nous ne parlons que de cet événement. J'assume. Cette histoire est fascinante, énorme, en la traitant en priorité, nous répondons à une demande.

Mais notez bien que nous traitons aussi abondamment l'actualité politique et que, contrairement aux autres chaînes, nous avons très régulièrement parlé des départementales, par exemple. Les hommes politiques le savent bien, qui sont très assidus chez nous. Cela dit, une chaîne d'info ne se regarde pas comme une chaîne généraliste. Nous partons du principe que les téléspectateurs arrivent progressivement, par quart d'heure ou par demi-heure. C'est de la télé-service-info. Celui qui arrive doit avoir connaissance de l'essentiel de l'actualité.

“ Mon rôle est de dénoncer les fautes des politiques, de décrypter leurs déclarations, sans tomber dans un discours populiste.”

Marine Le Pen dit que vous êtes « aveuglée par la défense de la caste et des élites ». Qu'en pensez-vous ?

R.E.– C'est un élément de langage chez elle, il ne s'adresse pas à moi spécifiquement. Les populistes savent que les Français se méfient des journalistes, donc, balancer à un intervieweur qu'il défend les élites, ça marche toujours. Ça ne me touche pas personnellement.

Chaque fois, après une élection, les responsables politiques invités sur les plateaux disent : « Nous avons entendu le message des Français. » N'avez-vous pas envie de pointer cette hypocrisie ?

R.E.– Je suis parfois choquée, effectivement, de constater que le fossé entre la classe politique et les Français se creuse de plus en plus. Et je peux être lasse d'entendre cette phrase. Il m'arrive aussi de penser qu'ils font des efforts, que la politique est un sacerdoce. Mon rôle est de dénoncer leurs fautes et leurs manquements, de décrypter leurs déclarations, leurs manœuvres, sans tomber pour autant dans un discours populiste. La ligne de crête est parfois mince. Si je critique le système, je le fais avec lucidité. J'essaie d'éviter la facilité, le monde est complexe et je considère qu'il est de ma responsabilité de rappeler cette complexité.

Propos recueillis par Sophie Delassein

nouvelobs.com

VI) Bruxelles relève à la marge la prévision de croissance pour la France



Pierre Moscovici, commissaire européen aux affaires économiques
(Crédits : © Francois Lenoir / Reuters)

latribune.fr

La commission européenne devrait afficher mardi une prévision de croissance de 1,1% pour la France en 2015, contre +1%

auparavant. Elle valide la prévision du gouvernement français en matière de déficit pour 2015 (3,8% du PIB)

La Commission européenne va relever, à la marge, sa prévision de croissance pour la France à 1,1% en 2015, devenant plus optimiste que le gouvernement, selon le Journal du dimanche.

Bruxelles doit dévoiler mardi ses prévisions économiques de printemps, notamment pour la croissance et le déficit de la France. Dans ses précédentes prévisions publiées en février dernier, la Commission tablait sur une croissance de 1% en 2015 et 1,8% en 2016.

Elle mise désormais sur 1,1% en 2015 et 1,7% en 2016, alors que l'estimation du gouvernement est de 1% pour cette année.

Bruxelles croit à la prévision de déficit de Paris pour 2015

La Commission suit ainsi le mouvement d'organisations internationales comme l'OCDE qui table également sur 1,1% pour l'année en cours et le FMI qui voit la croissance française à 1,2%, le pays comme la zone euro profitant de la baisse de l'euro, du pétrole et des taux d'intérêt.

Concernant les déficits, les prévisions européennes devraient conforter celles du gouvernement, avec un déficit public de 3,8% du produit intérieur brut en 2015.

En revanche, pour 2016, la Commission va afficher un chiffre plus mauvais que les 3,3% du gouvernement, puisqu'elle ne comptabilise pas les dernières mesures d'économies qui ne sont pas encore votées, indique le journal sans plus de précision.

latribune.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VII) Hollande en fâcheuse posture pour 2017, trois ans après son arrivée l'Elysée

Par Hervé ASQUIN



Le président François Hollande sur le perron de l'Elysée le 29 avril 2015 à Paris © THOMAS SAMSON

Après trois ans à l'Elysée, François Hollande entre dans la dernière ligne droite de son quinquennat avec un bilan qui hypothèque lourdement ses chances...

Après trois ans à l'Elysée, François Hollande entre dans la dernière ligne droite de son quinquennat avec un bilan qui hypothèque lourdement ses chances pour 2017. A moins qu'une reprise économique significative, une décreue du chômage et un rassemblement de la gauche ne volent à son secours.

Pour marquer ce troisième anniversaire du 6 mai 2012 qui tombera mercredi, jour de Conseil des ministres, le chef de l'Etat devrait effectuer un énième déplacement sur le thème de la jeunesse, "le fil rouge de sa campagne et de son quinquennat", confie son entourage.

Mais il y a fort à faire pour reconquérir le cœur et les esprits des Français et de ces jeunes dont le vote s'était porté prioritairement sur lui (28%) en 2012. François Hollande traîne comme un boulet

le chômage qui a atteint un nouveau niveau record en mars et frappe près d'un jeune sur quatre.

Depuis un an, le chef de l'Etat le dit et le répète: si le chômage ne recule pas d'ici à 2017, il ne se représentera pas. Or l'inversion de la courbe promise pour la fin 2013 se fait toujours attendre.

Conséquence dans les urnes: la gauche est sortie lessivée d'une série d'élections municipales, européennes, sénatoriales et départementales, alors que les régionales de décembre, dernier test avant la présidentielle de 2017, s'annoncent tout aussi périlleuses sur fond de montée du Front national.

Une gauche lessivée mais aussi divisée, avec les frondeurs et les Verts qui tirent à hue et à dia. S'il veut préserver ses chances, François Hollande se doit de la rassembler. Une tâche complexe qui pourrait passer par un remaniement.

Le compte-à-rebours de la présidentielle est lancé. Début juin se tiendra le congrès de Poitiers du

Parti socialiste. Puis le calendrier ne cessera de s'accélérer ensuite.

"Dès juillet 2016 on entrera dans la phase opérationnelle. Après le 14 juillet et la traditionnelle déclaration du chef de l'Etat, se tiendra l'université d'été du PS à la Rochelle avant que tout l'espace ne soit occupé par la primaire UMP, surtout s'il y a de la chamaille", résume un proche du chef de l'Etat.

Les prochains mois seront donc décisifs avec une avalanche de projets de loi susceptibles de "laisser une trace dans le quinquennat", selon l'Elysée, mais toujours âprement débattus au Parlement qu'il s'agisse de la loi Macron sur la croissance et l'activité ou des textes sur le dialogue social, la transition énergétique, la biodiversité, le renseignement, la fin de vie et la réforme territoriale.

- En campagne 'dans sa tête' -

En attendant, François Hollande est comme en campagne, labourant les provinces françaises à un rythme effréné avec pas moins de quinze déplacements depuis le début mars auxquels s'ajoutent de nombreuses visites à l'étranger. Il sera lundi et mardi au Qatar -pour assister à la signature du contrat Rafale- et en Arabie saoudite avant de s'envoler en fin de semaine pour une tournée qui le conduira des Antilles à Cuba et à Haïti.

"Je ne le trouve pas en campagne dans les actes ou les paroles mais dans sa tête, il l'est, évidemment", confie un proche.

François Hollande peut-il encore espérer être réélu en 2017 ? Oui, répond Jérôme Fourquet de l'Ifop, même si ses chances sont ténues. Trois ans après son élection, la cote de popularité de Nicolas Sarkozy était à 31%, soit dix points de plus que celle de François Hollande dans la dernière livraison du baromètre Ifop-JDD.

"La cote de Nicolas Sarkozy n'était jamais remontée suffisamment pour qu'il puisse remporter la présidentielle de 2012 et François Hollande part de plus bas, donc ça risque d'être encore plus difficile même s'il peut espérer une reprise économique dont son prédécesseur n'avait pas bénéficié", observe le politologue.

A un détail près aussi, prévient-il: "il y a toujours un temps de latence entre une embellie économique et sa traduction politique et dans les sondages, le temps pour l'opinion de surmonter

son scepticisme".

Analyse d'un poids lourd du gouvernement: le président qui "tient bien le front sécuritaire, toujours difficile pour la gauche" et ne doit "rien lâcher sur l'emploi et donc la croissance économique" doit aussi engager "une dynamique de rassemblement de la gauche".

Et ce "supplément de gauche", selon ce ministre, passe par des gages donnés aux Verts avec la conférence mondiale sur le climat que la France accueillera en décembre à Paris et des "perspectives sociales" pour l'aile frondeuse de la majorité.

Une consolation toutefois: après 2014, son "annus horribilis", François Hollande a redoré son blason par son action lors des attentats de janvier. Et même si sa cote de popularité est repartie à la baisse depuis, "le regard porté sur lui a changé".

publicsenat.fr

A Suivre...
La Presse en Revue

